

Bref retour historique sur l'émergence des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales

1976 Adoption

Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales
EDITION 2011

Le premier standard international de RSE qui sera – en partie – repris par l'ISO 26 000

2000 Révision

- ◆ **Approfondissement**
- ◆ **Création formelle des PCN**
- Obligation des Etats adhérents
- But : Promouvoir et veiller à l'effectivité des Principes directeurs

Premier dispositif de suivi étatique de standards RSE

2011 Révision des PD OCDE

- ◆ **Approfondissement**
- Diligence Raisonnable
- Relations d'affaires
- Chapitre Droits de l'Homme
- Actualisation (Rio, Anti-corruption, etc)
- ◆ **Renforcement des Lignes directrices de procédures des PCN**
- Délais
- Communication
- ◆ **Agenda Proactif**

2011 Débuts de l'Agenda Proactif

Déploiement sectoriel

➔ Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence raisonnable dans les chaînes d'approvisionnement en minerais provenant de zones de conflit



1977

Déclaration de Principes Tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale

2000

Les 10 Principes du Global Compact

2011

Principes Directeurs des Nations Unies sur les Entreprises et les Droits de l'Homme
3 piliers ; cadre « Ruggie »

Communication RSE Commission Européenne



L'Après Rana Plaza voit la montée en puissance de la CRE et de la diligence raisonnable

FRANCE
POINT DE CONTACT NATIONAL
PRINCIPES DIRECTEURS
DE L'OCDE À L'INTENTION
DES ENTREPRISES MULTINATIONALES



2013

- Effondrement du Rana Plaza
- Saisine du PCN France
- Inauguration du Forum Mondial CRE de l'OCDE par la France et les Pays Bas
- Rapport Rana Plaza, 2 déc. 2013 PCN FRANCE



2014

- 2^{ème} Forum Mondial CRE de l'OCDE
- **Ministérielle CRE co-présidée par le France et les Pays Bas**
- **Déclaration Min^{elle} sur la CRE**
- OCDE –OIT Table Ronde CVM Textile-Habillement
- UE Directive « reporting extra-financier »



G7

2015

- **G7 Déclaration des Chefs d'Etats :**
 - ♦ Standards OCDE, OIT, ONU, Chaînes de valeurs mondiales, ♦
 - ♦ Diligence raisonnable ♦
 - ♦ Revue des PCN
- **G7 Plan d'action « Action Plan for Fair Production »**

Le guide minerais couvre TOUS les minerais



2016

- UE - Pays Bas
- **Conclusions du Conseil de l'UE sur la responsabilité des entreprises et respect des DH**
- **Déclarations d'Amsterdam** huile de palme, zéro-déforestation
- OIT **Résolution** travail décent dans les GSC
- ET

2 guides OCDE



2017

- OIT Révision de la Déclaration Tripartite
- G20 Déclaration des Chefs d'Etats
- G20 Déclaration des ministres du travail et de l'emploi
- UE Règlement Minerais
- ET

3 guides OCDE

- **Forum sur l'approvisionnement en minerais responsable depuis 2012**
- Intégration CRE et PCN dans les **conclusions des réunions ministérielles de l'OCDE depuis 2013**
- **Forum Mondial** sur la conduite responsable des entreprises, depuis 2013
- **Table Ronde** sur la diligence raisonnable dans les GSC textile-habillement, depuis 2014

L'Après Rana Plaza voit la montée en puissance de la CRE et de la diligence raisonnable

DÉPLOIEMENT SECTORIEL DES PRINCIPES DIRECTEURS DE L'OCDE : GUIDES, FORUMS PLURIPARTITES, FORUM MONDIAL POUR LA CONDUITE RESPONSABLE DES ENTREPRISES



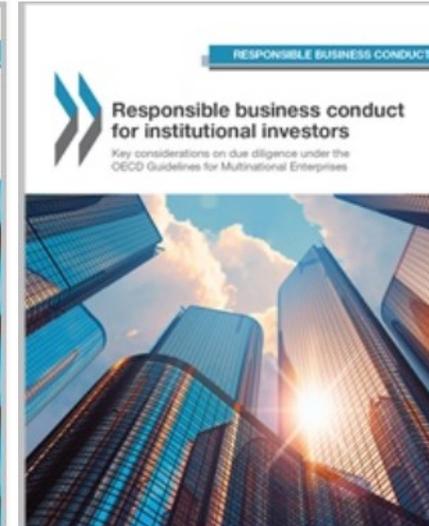
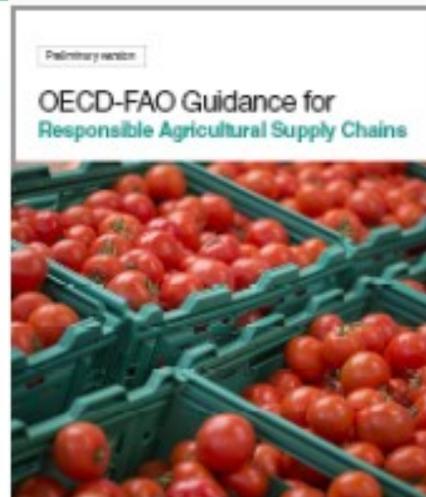
FRANCE
POINT DE CONTACT NATIONAL

OECD Due Diligence G for Responsible Supply Chains of Minerals from Conflict-Affected and High-Risk Areas



Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence pour un engagement constructif des parties prenantes dans le secteur extractif

RESPONSIBLE BUSINESS CONDUCT
Practical actions for companies to identify and address the worst forms of child labour in mineral supply chains



Secteur extractif et minier

Chaînes d'approvisionnement agricoles

Chaînes d'approvisionnement textile-habillement-chaussure

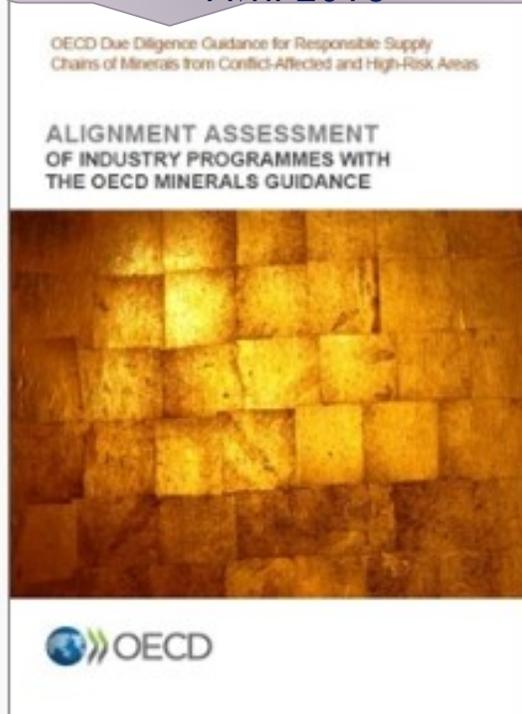
Secteur financier

En 2018, l'OCDE enclenche une phase décisive pour le déploiement des Principes directeurs

2018 : NOUVELLE ÉTAPE

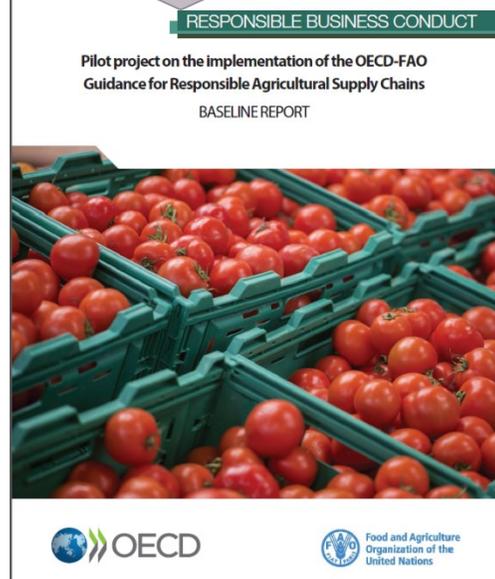
ALIGNEMENT DES INITIATIVES SECTORIELLES, GUIDE GÉNÉRAL SUR LE DEVOIR DE DILIGENCE DES ENTREPRISES

Résultats de l'alignement
5 initiatives / minerais (dont **OR**)
DMCC, ITSCI, LBMA, RJC, RMI
Avril 2018

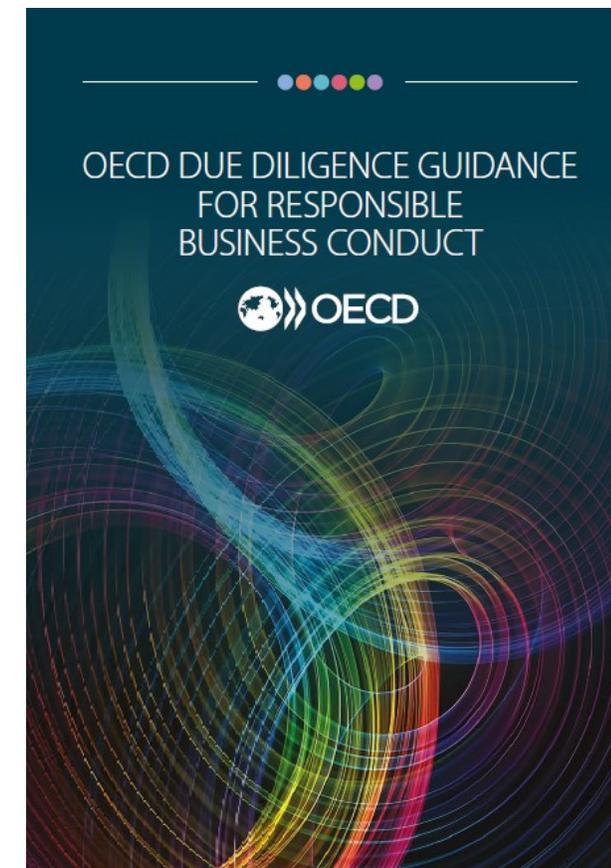


Date of publication
17 April 2018

« **Baseline Report** » : Projet suivi par plusieurs PP dont les initiatives a/s soja, huile de palme, coton. 2018



Résultats de l'alignement de la SAC
Février 2019

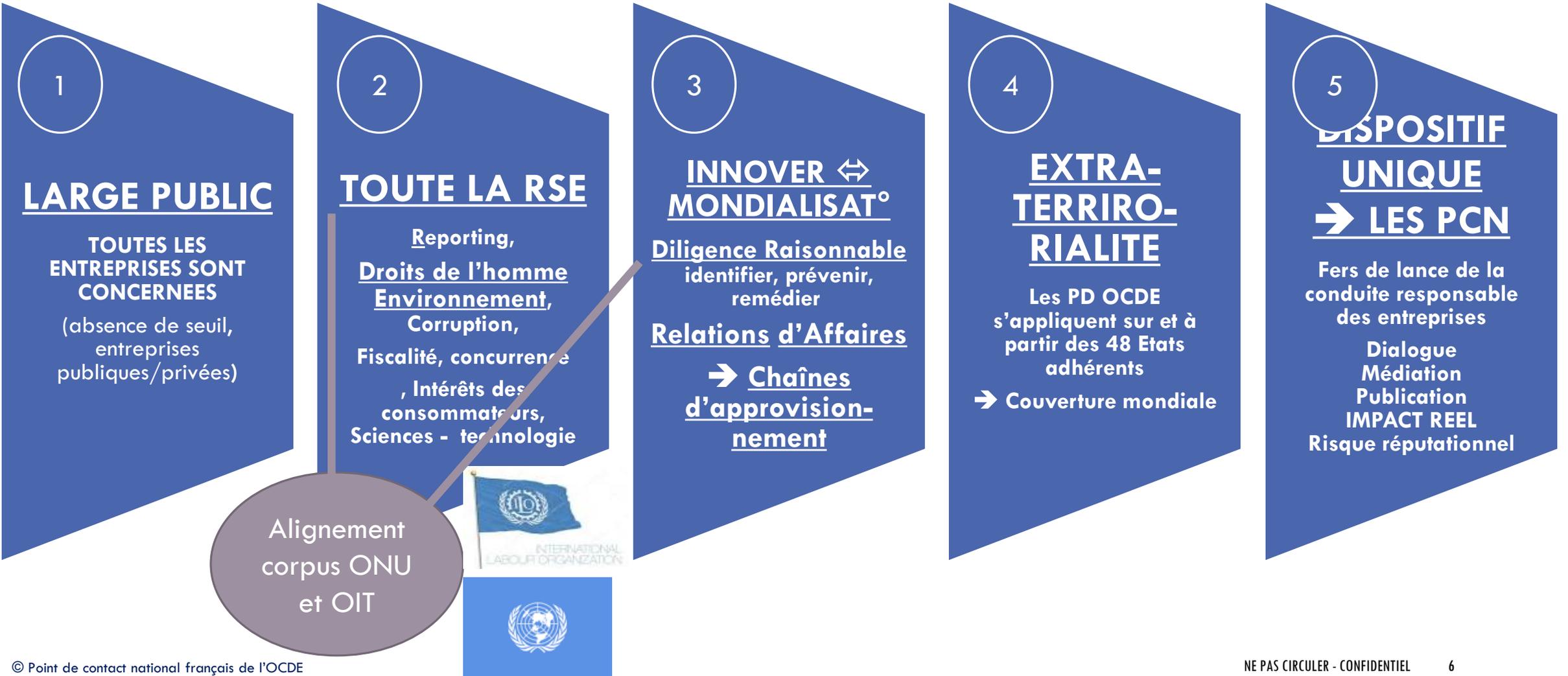


Faisons un pas de coté, qu'est qui a changé en 2011 ? Pourquoi est-ce que les Principes Directeurs de l'OCDE constituent le standard international de la CRE des entreprises ?

Un droit « souple » aux conséquences « dures » endossé par mes Etats adhérents

Norme reconnue par le G7, le G20, l'UE alignée avec les standards ONU et OIT

Devoir de diligence : Identification, Prévention, Remédiation



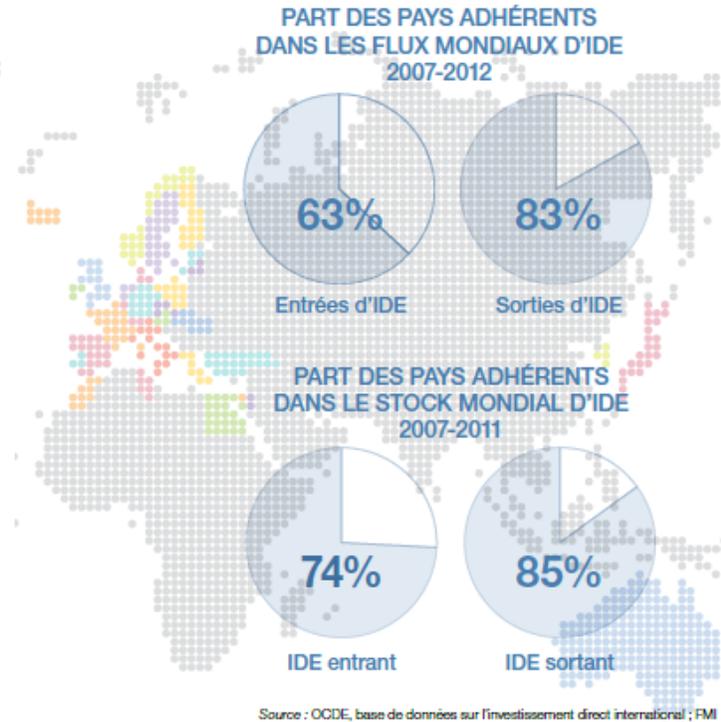
48 Etats Adhérents

- 35 membres de l'OCDE
- 13 pays adhérents aux Principes Directeurs (non-membres de l'OCDE)

Argentine (1997), Brésil (1997), Colombie (2011), Égypte (2007), Lituanie (2001), Maroc (2009), Pérou (2008), Roumanie (2005), Tunisie (2012), Costa Rica (2013), Jordanie (2013), l'Ukraine (2017) et le Kazakhstan (2017).

PAYS ADHÉRENTS

ALLEMAGNE	JAPON
ARGENTINE	JORDANIE
AUSTRALIE	LETTONIE
AUTRICHE	LITUANIE
BELGIQUE	LUXEMBOURG
BRÉSIL	MAROC
CANADA	MEXIQUE
CHILI	NORVÈGE
COLOMBIE	NOUVELLE-ZÉLANDE
CORÉE	PAYS-BAS
COSTA RICA	PÉROU
DANEMARK	POLOGNE
ÉGYPTE	PORTUGAL
ESPAGNE	RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
ESTONIE	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
ÉTATS-UNIS	ROUMANIE
FINLANDE	ROYAUME-UNI
FRANCE	SLOVÉNIE
GRÈCE	SUÈDE
HONGRIE	SUISSE
IRLANDE	TUNISIE
ISLANDE	TURQUIE
ISRAËL	UNION EUROPÉENNE (observateur)
ITALIE	



« Trou dans la raquette »

3 Membres de l'UE

- ▶ Bulgarie
- ▶ Malte
- ▶ Chypre.

5 membres G20 :

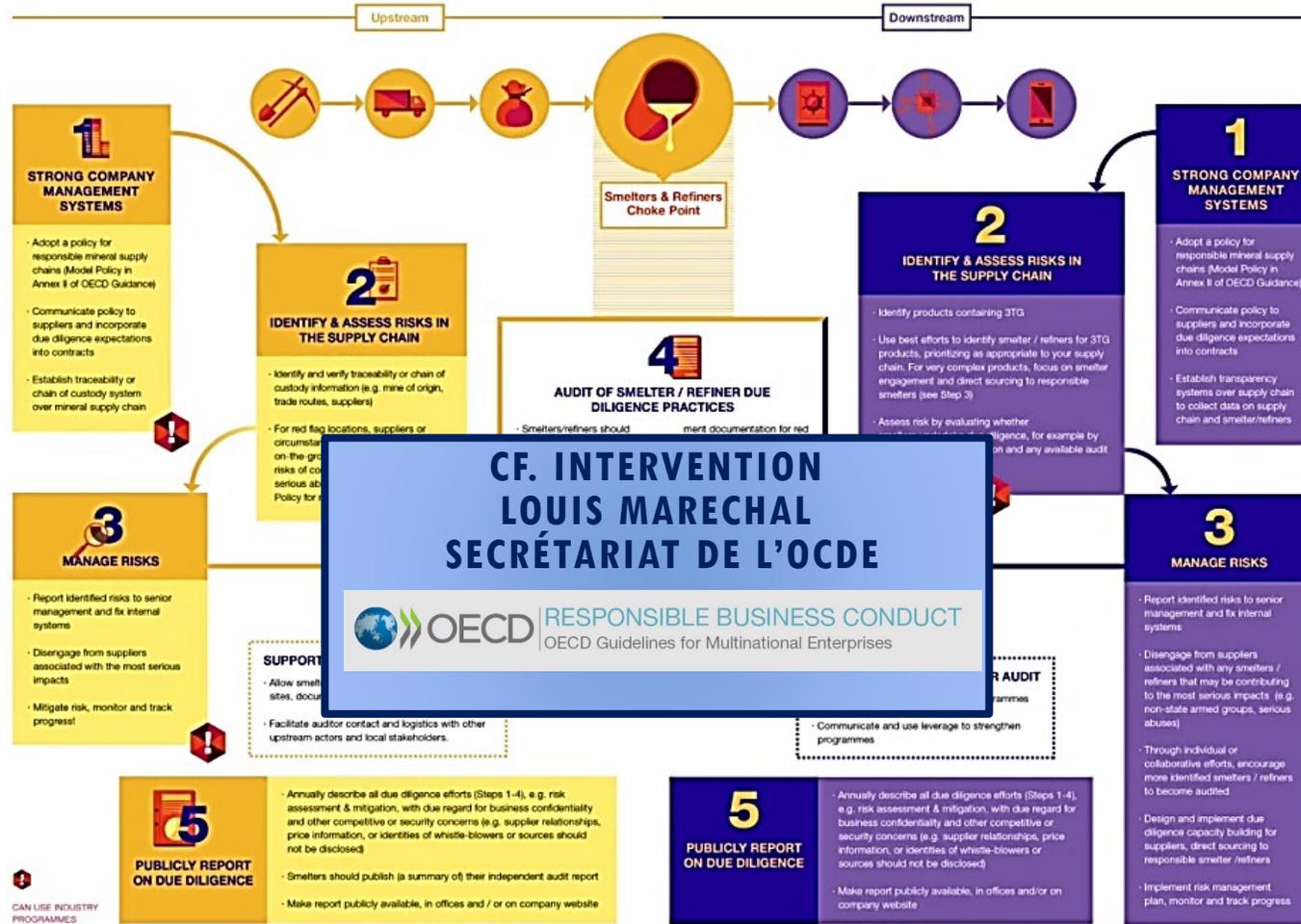
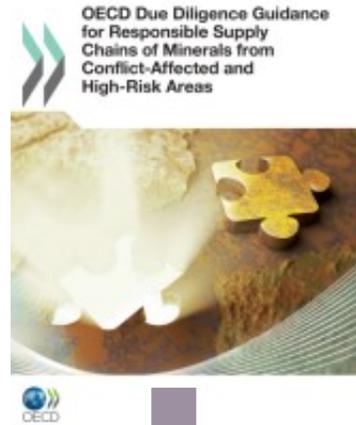
- ▶ Russie,
- ▶ Inde,
- ▶ Indonésie
- ▶ Chine,
- ▶ Afrique du Sud
- ▶ Arabie Saoudite.

Afrique Sud Saharienne

Asie Centrale et Moyen Orient

Extra-territorialité : Les entreprises originaires des 48 Etats adhérents devraient les mettre en œuvre dans le monde entier et veiller à ce que leurs relations d'affaires s'en inspirent également

FOCUS MINERAIS → L'OCDE a fixé la norme internationale de la conduite responsable des entreprises pour l'approvisionnement en minerais responsable (2011, 3^{ème} édition 2016) repris par l'UE.

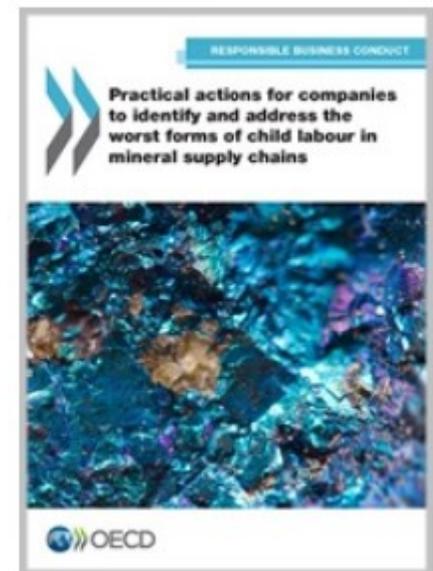


Alignement des initiatives industrielles pour l'approvisionnement 3T et Or, voire au-delà

→ L'OCDE l'a complété : Engagement PP, Travail des enfants

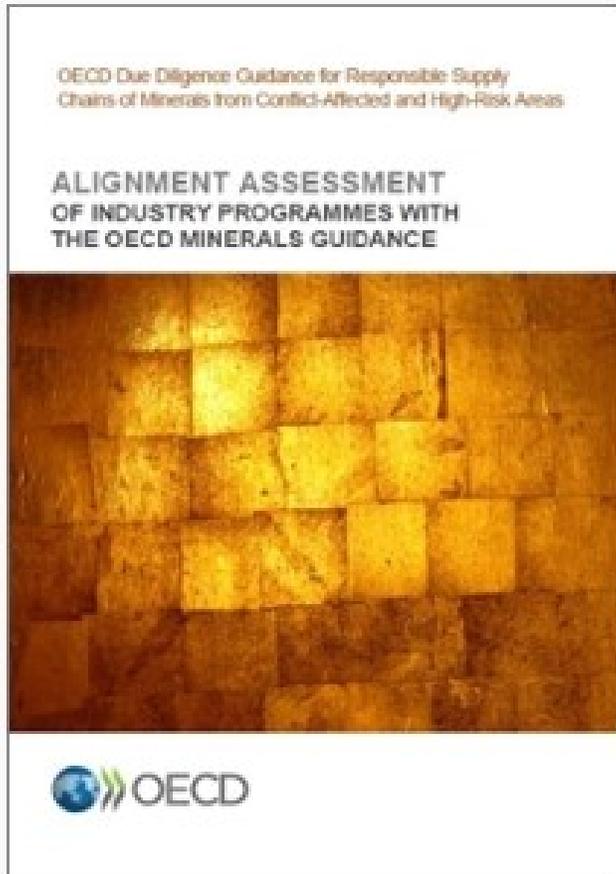


OCDE



OCDE

FOCUS MINERAIS → L'OCDE s'est dotée d'un outil de mesure de l'alignement des initiative industrielles collective avec le norme internationale l'approvisionnement en minerais responsable (3^{ème} édition 2016)



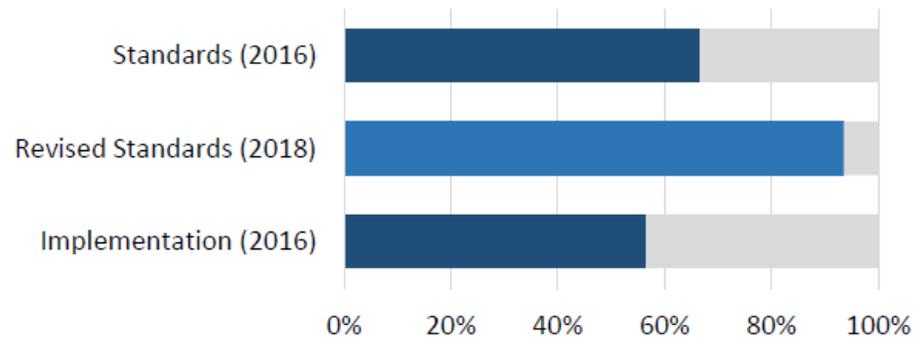
Date of publication
17 April 2018



Evaluation faite entre 2016 et 2018 :

- [Conflict Free Smelter Initiative \(CFSI\)](#)
- [ITRI Tin Supply Chain Initiative \(iTSCi\)](#)
- [London Bullion Market Association \(LBMA\)](#)
- [Responsible Jewellery Council \(RJC\)](#)
- [Dubai Multi Commodities Centre \(DMCC\)](#)

Figure 1: Average scores for overall alignment with the OECD five-step due diligence framework

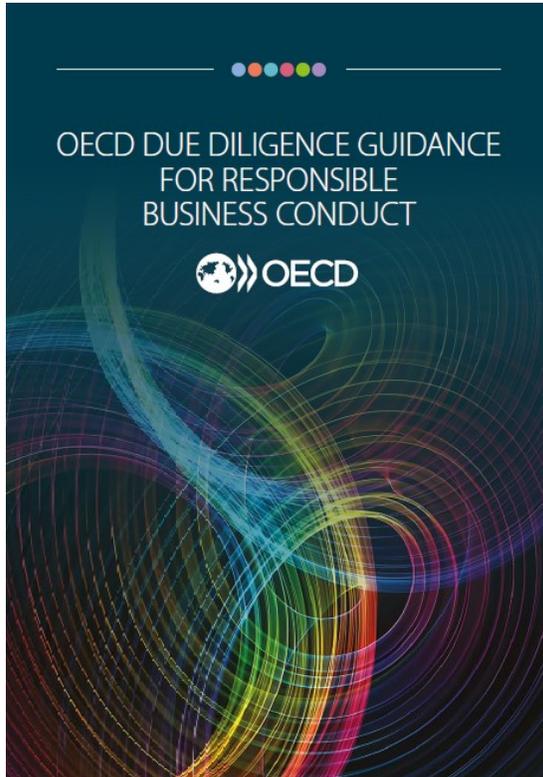


Note. Calculations are averaged across programmes.

Rapport complet

<http://mneguidelines.oecd.org/Alignment-assessment-of-industry-programmes-with-the-OECD-minerals-guidance.pdf>

Synthèse 12 pages: <http://mneguidelines.oecd.org/Highlights-Alignment-Assessment-of-industry-programmes-with-the-OECD-minerals-guidance.pdf>



Recommandation de
l'OCDE,
Les États s'engagent

Alignement avec :

- Les guides sectoriels de l'OCDE
- Les Principes directeurs E & DH de l'ONU et la Déclaration Tripartite de l'OIT
- Les réglementations européennes « Bois » « Minerais » « reporting extra-financier »

Complémentarité avec la Loi sur le devoir de vigilance :

→ **FOCUS « D de V »** : Certaines entreprises concernées par le Règlement Minerais sont concernées par la loi sur le devoir de vigilance **soit directement** (seuil, type de société) soit en tant que «**fournisseurs ou sous-traitant ayant une relation commerciale établie** » avec l'entreprise soumise au devoir de vigilance

→ Intérêt du guide :

- Comprendre la portée du devoir de vigilance des donneurs d'ordres au sein du groupe et dans la chaîne d'approvisionnement
- Comprendre le contenu et le contrôle du plan de vigilance
- Etablir les mesures de vigilance adéquates
- S'engager avec les parties prenantes dont les initiatives collectives

REMARQUE : Le devoir de diligence porté par l'OCDE va au-delà de la Loi, car il concerne toutes les entreprises + extraterritorialité

Devoir de diligence ? De quoi s'agit-il ? Quels sont les 6 axes du devoir de diligence des entreprises

CRE devient « ADN », stratégie
Engagement de haut niveau
Et Diffusion transversale, etc

1. Prendre en compte les principes de la CRE dans le cadre des POLITIQUES ET SYSTÈMES DE GESTION de l'entreprise

Cartographie des risques
Yc. Pratiques d'achats
Prioriser ↔ Sévérité des impacts
« Relations d'affaires »
« Cause – Contribue – Lien direct »

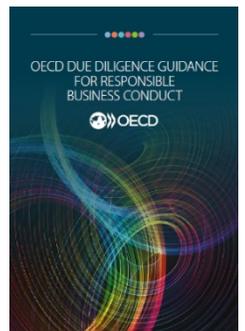
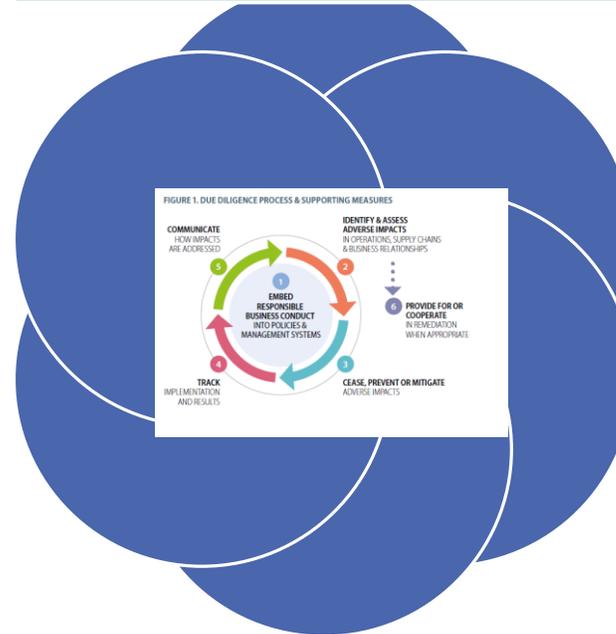
6. RÉPARER les impacts négatifs de l'entreprise par ses PROPRES MOYENS ou en COOPÉRATION avec d'autres acteurs

2. IDENTIFIER ET ÉVALUER les impacts négatifs réels et potentiels liés aux activités, produits et services de l'entreprise, et en vertu de ses relations d'affaires

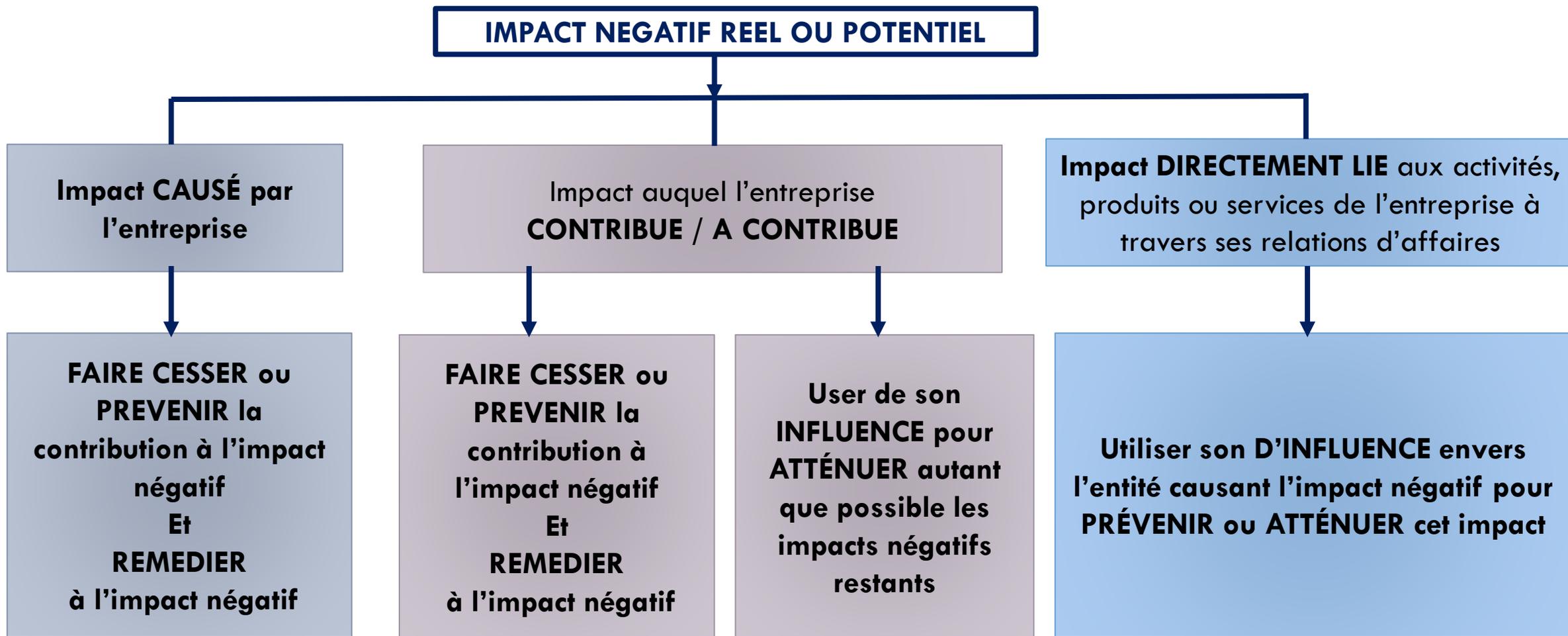
5. COMMUNIQUER sur la manière dont l'entreprise traite ses impacts négatifs

3. FAIRE CESSER, PRÉVENIR ET ATTÉNUER les impacts négatifs

4. CONTRÔLER LA MISE EN ŒUVRE du devoir de diligence



Devoir de diligence ? Quelles mesures prendre selon le lien entre l'entreprise et l'impact négatif



Pour en savoir plus:

- ✓ Section II 3. Faire cesser, prévenir et atténuer les impacts négatifs et Section II 6. Réparer les impacts négatifs de l'entreprise
- ✓ Question 29 : quelle différence entre « causer » un impact négatif, y « contribuer » ou y « être directement lié » au travers une relations d'affaires
- ✓ Question 30 : Pourquoi le degré d'implication de l'entreprise dans un impact négatif importe-t-il ?



Et les PCN ?

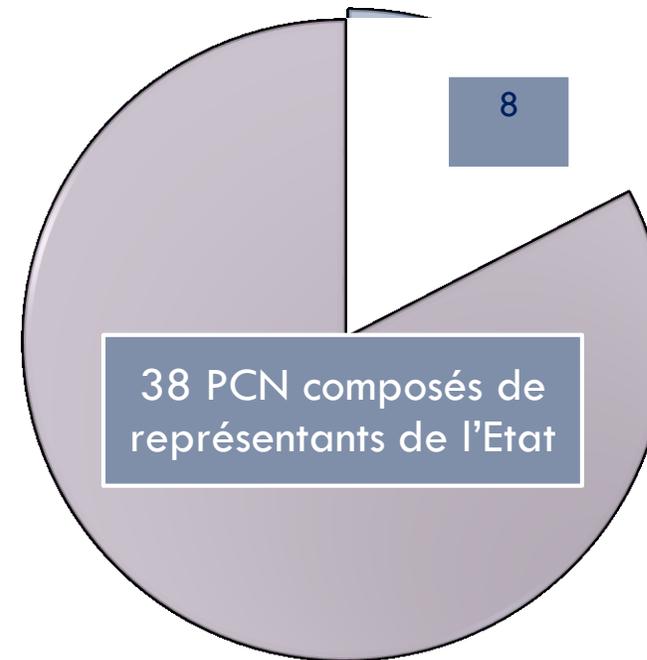
LES PCN SONT LES GARDIENS DES PRINCIPES DIRECTEURS DE L'OCDE, fer de lance de la CRE

PROMOUVOIR, informer, diffuser les normes de la RSE

Veiller à l'**EFFECTIVITÉ** des normes : Traitement de saisine en cas de violation des normes de l'OCDE

Transparence : **RAPPORT ANNUEL À L'OCDE**

- Site des PCN de l'OCDE: <http://mneguidelines.oecd.org/ncps/>
- Rapport Annuel de l'OCDE sur la CRE et les PCN <http://mneguidelines.oecd.org/annualreportsontheguidelines.htm>



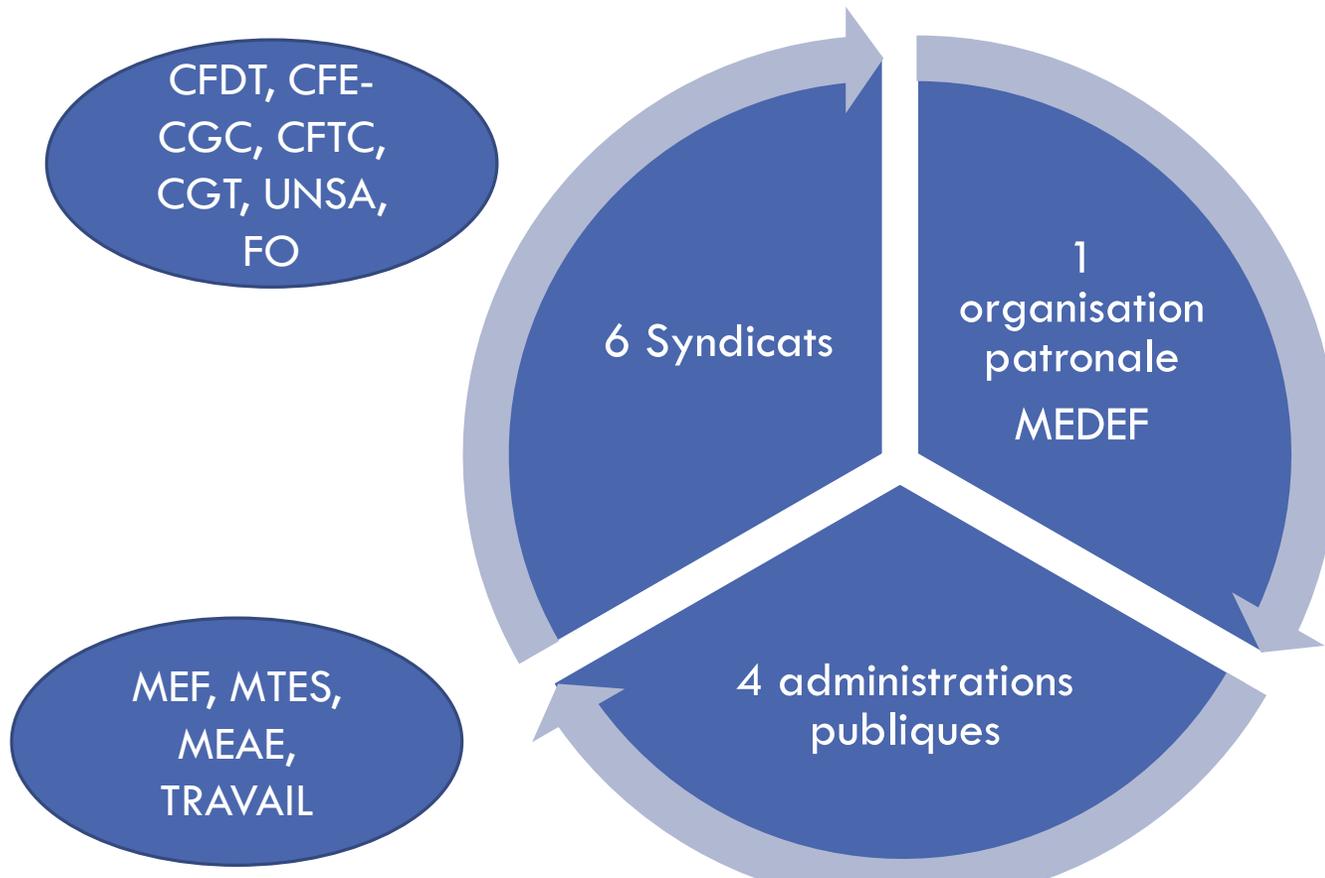
■ Pluripartites

■ Etat

8 PCN intègrent les parties prenantes au processus décisionnel dont

- **PCN tripartites : France, Belgique, Suède,**
- **PCN experts : Danemark, Norvège, Pays Bas,**

PCN FRANÇAIS, INSTANCE TRIPARTITE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RSE



Dirigé par la Direction générale du Trésor

Eric David

Président

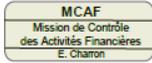
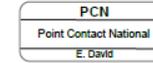
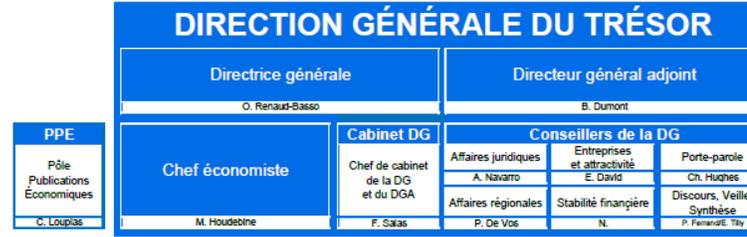
Maylis Souque

Secrétaire Générale

- Dialogue social, légitimité, consensus, expertise, expérience
- Autonomie

Mise en ligne des actualités du PCN #PCN FRANCE @ TRÉSOR INFO

Directeur général adjoint
A. Denormandie
RA
Financement
Publications
Économiques



TRÉSOR INFO ÉVÉNEMENTS TRÉSOR INTERNATIONAL SERVICES AUX ENTREPRISES QUI SOMMES NOUS RESSOURCES

Accueil Trésor-Info PCN France

Trésor-Info

Dernièrement : CONJONCTURE ÉCONOMIE AVANCÉE FLASH ASIE FLASH FRANCE

PCN-France

ARTICLE

11 décembre 2018 : Communiqué final du PCN FRANCE dans la circonstance spécifique VINCI-VINCI AIRPORTS au Cambodge

Rédigé par : DG Trésor - PCN FRANCE 13 décembre 2018

ARTICLE

Activités promotionnelles du PCN France

Rédigé par : DG Trésor 22 octobre 2018

Liste des activités de promotion des Principes de l'OCDE pour les Entreprises Multinationales par le PCN français Communiqué du 23 juillet 2018 et auxquels il a participé - Forum Mondial

PCN France | PCN | RSE | OCDE | Entreprises

SPMAE
Service des Politiques Macroeconomiques et des Affaires Européennes
E. Misso

UFA
Unité Franco-Allemande

MPE
Mission Parlement Européen

MCI
Mission Coopération Internationale

SPP
Service des Politiques Publiques
A. Buisé

SFE
Service du Financement de l'Économie
S. Faspilier

PESMI
Pôle Économie Sociale et Solidaire et Investissement

PAESF
Pôle Analyse Économique du Secteur Financier

SAMD
Service des Affaires Multilatérales et du Développement
G. Chabert

CONSEILLERS
Conseillers financiers Afrique

UEAD
Unité d'évaluation des activités de

SABINE
Service des Affaires Bilatérales et de l'Internationalisation des Entreprises
C. Cherevinski

SPI
Secteurs Prioritaires à l'International

SG
Secrétaire générale
C. Valéry

POLCOM
Pôle Communication

IGDG
Inspection Générale de la Direction

Trésor-Info

Dernièrement : CONJONCTURE FRANCE UEMOA ARGENTINE

PCN-France

ARTICLE

Le PCN français a finalisé le suivi de sa revue par les pairs

Rédigé par : DG Trésor - PCN 26 mars 2019

Le Point de Contact National français de l'OCDE pour la conduite responsable des entreprises a terminé le suivi de la revue par les pairs qui avait été conduite par le PCN belge, le PCN canadien et le PCN marocain avec l'appui du Secrétariat de l'OCDE en 2017-2018. Le PCN a adopté le 26 mars 2019 un communiqué qui présente les conclusions de cette revue par les pairs ainsi que les recommandations d... [Lire la suite](#)

PCN | PCN-France | OCDE | entreprises | RSE | Vigilance

Retour sur la réunion de dialogue entre le PCN français et la société civile du 30 janvier 2019

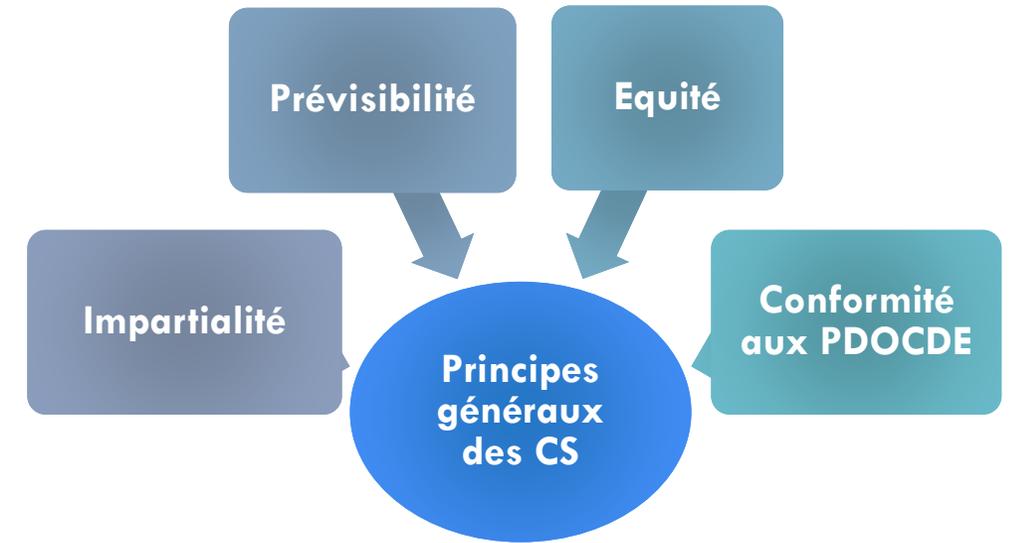
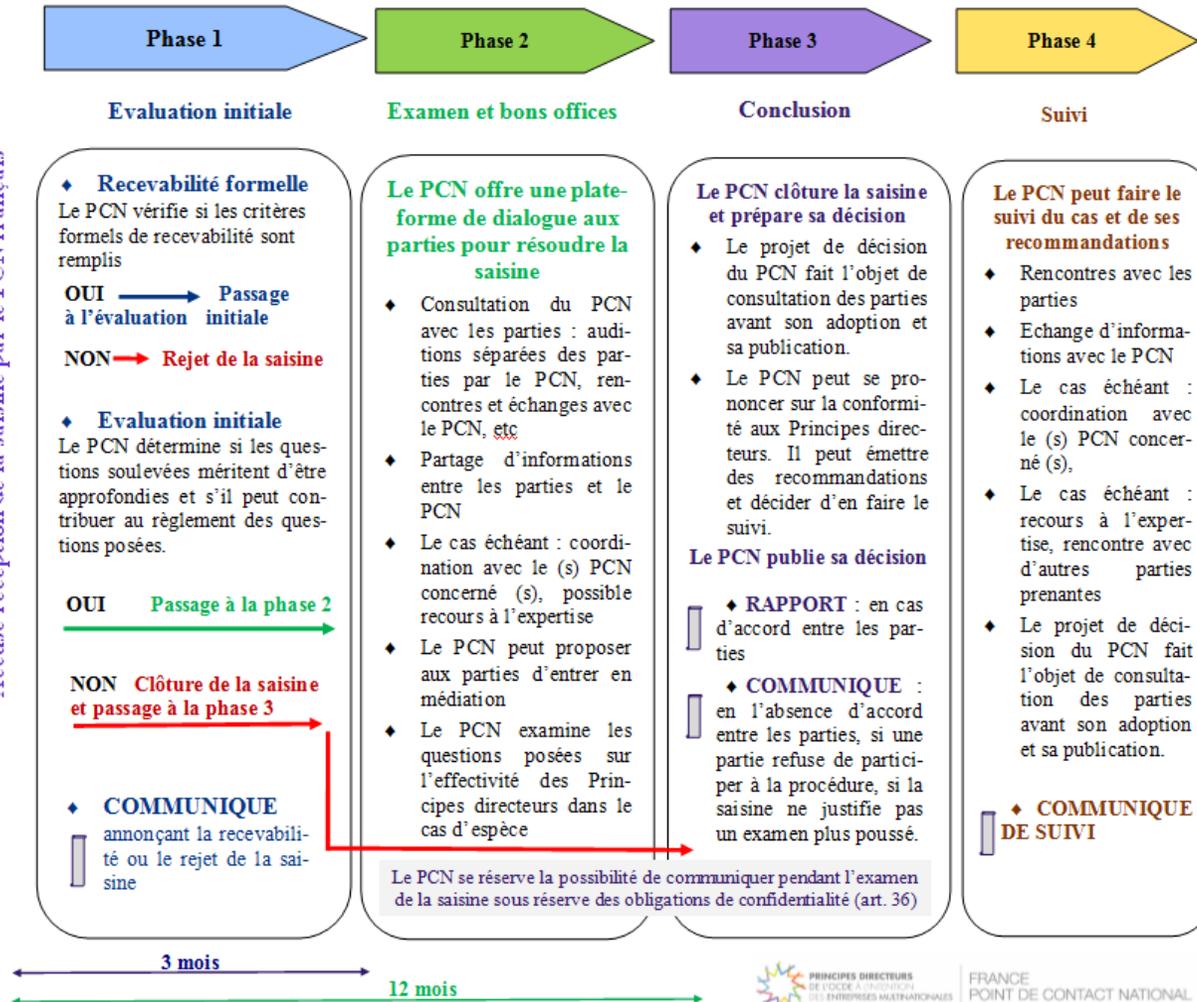
Rédigé par DG Trésor - PCN • Publié le 21 mars 2019

PCN PCN-FRANCE OCDE VIGILANCE

Communiqué du PCN français du 19 mars 2019

Le Point de contact national français pour la conduite responsable des entreprises a organisé une nouvelle réunion de dialogue avec la société civile qui s'est tenue le 30 janvier 2019 au Ministère de l'Économie et des Finances et a rassemblé une vingtaine de parties prenantes du PCN issues de la société civile (des représentants d'ONG et associations, des représentants de la Commission nationale consultative des droits de l'homme et de plusieurs universités françaises).

TRAITEMENT D'UNE CIRCONSTANCE SPECIFIQUE PAR LE PCN FRANCE



4 Principes pour le traitement des CS

- Dossiers en cours :**
1. DIAM en Turquie
 2. EDF EDF EN au Mexique
 3. Secteur extractif en Afrique
 4. Des entreprises dans un pays adhérent
 5. Secteur automobile aux Etats-Unis
 6. Suivi Socapalm au Cameroun
 7. Suivi Vinci au Cambodge pour 2020

Merci de votre attention !

Président

Secrétaire générale du PCN

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Trésor

139, Rue de Bercy, 75 572 Paris Cedex 12

TELEPHONE: 01 44 87 70 84

EMAIL: POINTDECONTACTNATIONAL-FRANCE@DGTRESOR.GOUV.FR

www.pcn-france.fr

 [Actualité du PCN #PCN-France@Trésor-Info](#)

 [Le site internet de l'OCDE sur la conduite responsable des entreprises :http://mneguidelines.oecd.org/](http://mneguidelines.oecd.org/)